



Déclaration liminaire de la CGT Finances publiques

CTL du 29 septembre 2015

Monsieur le Président,

Vous nous convoquez pour un nouveau comité technique sur une simple demi-journée... à croire que seuls les points avancés par vous à l'ordre du jour pourront être examinés. Cela augure-t-il de la qualité de nos échanges et de la teneur de vos propos? En tout cas, une fois de plus ce CT est l'occasion en ce qui nous concerne de dénoncer l'absence de contenu au dialogue social dans ce département.

Au risque de nous répéter, nous réaffirmons qu'il n'y a pour la CGT aucun intérêt à venir dans cette instance pour discuter de sujets qui resteraient ciblés pour information et qui plus est, sont d'ores et déjà bouclés, et, de voir les questions dites « questions diverses » expédiées en fin de réunion dans le meilleur des cas. .

Toutes les questions, tous les sujets concernent les agents de cette direction et les écouter d'abord et les entendre ensuite est une composante essentielle du dialogue social sauf à faire de ces instances de simples chambres d'enregistrement qui ne peuvent nous satisfaire et satisfaire les personnels.

Alors oui, la CGT souhaite débattre de tous les sujets, car tous impactent les missions, les valeurs de service public, les conditions de travail, les implantations et elle vous demande, en dehors des discours d'intention et des encouragements au réseau, de clairement donner les moyens aux personnels d'être entendus.

L'été a été lourd de déclarations, de décisions, sur la fonction publique ses missions, son avenir, ses valeurs et ses fonctionnaires. Que de déclarations pavées de bonnes intentions pour certains et plus crues pour d'autres mais qui toutes rejoignent un même but: renforcer les politiques d'austérité au mépris de la réalité sociale du pays

Et les annonces pleuvent: remise en cause des droits des salariés, amplification des discours anti-fonctionnaires, poursuite de la casse des statuts, augmentation des suppressions d'emplois, simplifications qui n'en sont pas, budgets qui s'amenuisent, conditions de travail qui se dégradent et agents et chefs de service aussi sous pression qui ne savent plus où donner de la tête quand les discours se croisent et s'entrecroisent... A ce stade et pour ne prendre qu'un exemple parmi tant d'autres, la direction locale peut-elle continuer à ignorer les conditions dans lesquelles exerce notre collègue caissière au Champ girault, pire encore, comment peut-elle imaginer une augmentation de sa charge de travail à l'arrivée de la TPM et de la Paierie ?

Et pour la DGFIP; rien de moins que 2548 suppressions d'emplois supplémentaires, des postes vacants qui augmentent et qu'on essaie de masquer par les fameux ALD qui aujourd'hui deviennent clairement un mode de gestion aberrant et inefficace à

terme.. Mais, cerise sur le gâteau nos dirigeants ont trouvé la parade et de nouvelles idées.. le recrutement de sur diplômés et de sur-qualifiés pour pas cher les fameux apprentis à qui l'on va confier des missions d'analyse, de développement, d'audit payés de 25 à 78% du SMIC. Quelle aubaine pour tenter de masquer les suppressions d'emplois . Apprentissage, service civique, stagiaires des écoles, le plus par le moins et le mieux par le pire..

Et tout cela décidé en catimini dans l'opacité la plus complète ...pour exemple l'instruction du 4 juin dernier relative à l'apprentissage, prévoit dans le dispositif une information du CTL en amont du recrutement...

D'ailleurs rien ne change, c'est la même chose pour les restructurations ! Qu'allez-vous aujourd'hui nous annoncer de plus? Les restructurations déjà décidées, nous le savons. Mais avez-vous écouté les OS qui vous ont démontré qu'elles ne répondaient pas aux besoins des populations? Pour la CGT nous le réaffirmons, ces projets ne sont pas des points de détail , c'est la remise en cause du réseau de proximité, c'est à terme la déstructuration de la DGFIP, car ce sont des pans entiers de ses missions qui sont touchés par l'éclatement de son réseau. L'accélération des fermetures de trésoreries aujourd'hui est emblématique de cette volonté. Et quels que soient les propos rassurants qui sont distillés personne n'est dupe des conséquences à terme sur l'évolution de la DGFIP. Réorganiser, réformer, simplifier ce ne pourrait être que des mots mais derrière se cache une dure réalité qui ne trompe personne : faire plus que mieux avec moins que rien.

Dans ce contexte, l'Indre et Loire n'est pas en reste et loin s'en faut. Une frénésie de déménagements sans précédent, conséquence de restructurations que nous condamnons, affecte depuis quelques mois nos services . Sont déjà actés les reports d'installation de la Paierie et de la TPM et le prochain transfert de Montbazou à Sorigny se ferait sans téléphone, peut-être sans connexion informatique, sans armoire (mais il paraîtrait qu'à l'heure de la démat...).

Faire plus que mieux avec moins que rien...Personne n'y croit, qui allez-vous désormais convaincre?

Et ce n'est pas la mise en place de simplifications mensuelles ou la dernière en date CLIC ESI présenté autoritairement comme une amélioration de travail pour les agents alors que rien n'est précisé ni sur l'avenir des personnels des ESI , ni sur la réalité de cette amélioration, ni sur son utilisation, ni d'ailleurs sur son efficacité qui répondra aux revendications des agents .

Alors pour la CGT, le 8 octobre est l'occasion en dehors du simple ras le bol d'exprimer autre chose, d'autres choix, d'autres revendications pour consolider et développer nos missions pour répondre aux attentes des usagers et pour affirmer que oui les agents de la DGFIP sont fiers d'être fonctionnaires et fiers d'exercer des missions de service public et de réaffirmer des valeurs dans une société qui a fortement besoin de solidarité et de reconnaissance.